

# Fermeture de Russia Today : le pluralisme version UE et Macron



La guerre pour le contrôle de l'information fait rage. Le constat n'est pas nouveau, et ce n'est pas un hasard si les Gilets Jaunes s'en sont pris à France Télévision, qui a rapidement pris une posture hostile au mouvement populaire pour le dénigrer et en minimiser la portée.

Même attitude à l'égard des mouvements de protestation contre les mesures liberticides prises au prétexte de protéger la population. Tout porte à croire que des consignes ont été données aux médias subventionnés pour minimiser un mouvement d'opinion pourtant bien ancré : un silence assourdissant sauf pour dire, souvent sans chiffres sérieux à l'appui, que de semaine en semaine la participation aux manifs décroissait.

Face à cette désinformation par omission, RT-France et Spoutnik, se sont efforcés de couvrir en continu ces manifestations du samedi, que ce soit celles de Florian Philippot ou celles des Gilets jaunes ou de l'UCPL Union Citoyenne pour la Liberté. Le pouvoir en place ne leur pardonnera jamais d'avoir effectué ce beau travail d'investigation, donnant une certaine visibilité sur le net aux opposants au passe sanitaire.

Avec la guerre en Ukraine, l'occasion était trop belle pour

faire taire ces médias en ligne, accusés d'être des relais de la propagande de Vladimir Poutine. Dans un climat de russophobie délirant, le moment de la revanche était arrivé !

Une première salve a été lancée par une poignée de sénateurs menés par Laurent Lafon, président de la Commission Culture du Sénat pour demander la fermeture de Russia Today France et de Spoutnik. Il accuse la chaîne RT de -je cite- « relayer des actions de propagande du Kremlin sans véritable contradiction ». Puis, une deuxième salve arrive par la Commission Européenne, en la personne de sa présidente Ursula Von der Leyen qui demande la fermeture des deux chaînes russes dans toute l'Europe, au prétexte qu'elles sont des *armes de guerre* aux mains de Vladimir Poutine. Faut-il lui rappeler qu'aucun des pays de l'Union européenne n'est en guerre contre la Russie ? Et pourtant, l'amie d'Emmanuel Macron obtient un accord des Etats-membres pour exclure les médias russes de l'espace médiatique européen. Ainsi l'interdiction d'émettre commence le 2 mars 2022.

Hier unie pour organiser le flicage via le passe sanitaire, l'Union Européenne se mobilise désormais pour la censure des médias russes. Ainsi progresse la construction européenne par des mesures liberticides, faute de mieux ! A noter que pourtant, la Commission n'a aucune compétence en matière de contrôle de la liberté d'expression dans les Etats-membres, pas plus qu'elle n'en avait en matière de santé.

Un déchaînement de haine russophobe semble s'abattre sur l'Europe : sur France Culture, l'ex-maoïste rallié au PS et éditorialiste Brice Couturier déclare : « *il faut interdire RT-France et les autres organes de désinformation poutiniens* ». Parallèlement, les musiciens russes deviennent persona non grata !

Quand va-t-on vider des musées les collections de peintures russes ?

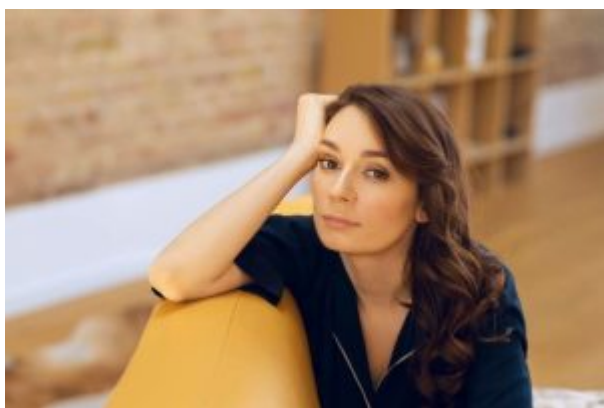
Ceux qui voulaient éradiquer le corona virus veulent désormais, par les mêmes mesures dictatoriales, éradiquer le virus russe !

Et l'ineffable BHL n'a pas été de reste sur RMC en appelant les autorités à « s'engager sur le front médiatique », ce qui résume bien la conception de la liberté d'expression des gens de gauche.

Rappelons qu'Emmanuel Macron, après deux ans passés au parti socialiste, avait déjà qualifié RT-France en 2017, « d'organe de propagande mensongère ». Rien que cela !

Pourtant, même si RT-France n'est pas immatriculé au registre du commerce, elle est liée par une convention avec l'ARCOM (l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique, ex-CSA depuis le 1er janvier 2022), une autorité publique indépendante qui se pose en garant de la liberté d'expression...

Or RT-France n'a fait l'objet que d'une seule mise en demeure par le CSA à propos d'un dossier concernant la situation en Syrie. Aucune autre sanction, ni poursuite pour fausse information, depuis son lancement il y a quatre ans. Face à la censure actuelle, Xenia Fedorova, directrice de la chaîne dénonce « un acte de censure pur et simple qui viole l'Etat de droit et va à l'encontre même des principes de la liberté d'expression ».



Hélas, le couperet est tombé et la présentatrice de RT France,

Samanta Ramsamy, a dû faire ses adieux aux internautes.

Cent soixante-seize salariés dont une centaine de journalistes vont donc se retrouver au chômage.

Une première réaction de soutien est venue du Syndicat National des Journalistes (le SNJ) qui déplore, dans un communiqué du 28 février 2022, je-cite, « *un acte de censure qui réduit le pluralisme de l'information (...) Les intimidations et les représailles n'ont jamais fait avancer la liberté d'expression* ».

<https://www.snj.fr/article/ne-d%C3%A9fend-jamais-la-libert%C3%A9-en-attaquant-les-journalistes-1580995529>

Sur Sud-Radio, André Bercoff s'indigne de la mise à l'index de RT-France, affirmant que la liberté d'expression n'est pas à géométrie variable et rappelant que de nombreuses agences de presse financées par l'étranger, n'ont jamais fait l'objet de censure, même en période de tensions internationales !

Il rappelle que la chaîne Al -jazeera Plus, financée par le Qatar, n'a jamais été menacée de fermeture, malgré ses prises de position communautaristes et islamistes fort éloignées du pluralisme imposé aux chaînes médiatiques. Gilles Kepel avait pourtant averti en décembre 2021 que la version arabe de la chaîne satellitaire Al Jazeera était devenue un relais de la propagande des Frères Musulmans à travers le monde. Bercoff cite également la chaîne américaine CNN, subventionnée par la fondation Clinton, et l'on pourrait compléter le tableau en rappelant le renflouement du journal Le Monde par Bill Gates !

Une pétition en ligne de soutien à RT-France, a été mise en ligne sur change.org : elle a déjà recueilli plus de 30 000 signatures.

Mais RT-France a aussi reçu le soutien de Didier Maïstro, ex-leader des Gilets Jaunes. Cet ancien président de Sud Radio,

outré par le diktat de la Commission, a déclaré : « *les journalistes de la chaîne (RT-France) sont Français, je les ai côtoyés sur le terrain, notamment au plus fort des Gilets Jaunes, libres et courageux? Ca change des donneurs de leçons qui n'ont jamais fait de terrain !* ».

Malgré ce bel hommage rendu à la déontologie journalistique de RT-France, les internautes devront se passer, du moins provisoirement des sites de ré-information russes. L'Allemagne a déjà pris les devants en interdisant la première Russian Today sur son territoire : résultat Moscou a fermé le bureau de la radio-télévision allemande Deutsche Wellen. Il faut s'attendre à ce que France 24 qui émet en Russie et touche 24 millions de foyers russes (et 4 millions en Ukraine) subisse le même sort.

**Hector Poupon**